

SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

Ici et là

JCI GABON : NINON CÉDRIC NYOUNDOU PREND LES RÊNES



Photo: SNN

Ninon Cédric Nyoundou est désormais le nouveau président de la Jeune chambre internationale Gabon (JCI Gabon). Il a été élu lors d'une récente assemblée générale organisée à Libreville. Il succède à Lamine Stan Mba Mouhamed, devenant ainsi le 28e président de la JCI Gabon. Le promu a aussitôt donné les grandes lignes de son plan d'action 2023, reposant, entre autres, sur la promotion des valeurs de la JCI (vision, mission et credo) auprès des populations et, plus particulièrement, des jeunes aussi bien à Libreville qu'en provinces. Le nouveau président entend également œuvrer pour la formation et les networking des membres de la JCI Gabon.

FPN : LES PROMUS DE L'HÔTEL DE VILLE



Photo: JMM

Dans un arrêté signé du commandant en chef des Forces de police nationale (FPN), datant du 1er janvier 2023, portant inscription au tableau d'avancement des sous-officiers des FPN, figurent 14 policiers affectés à l'Hôtel de Ville de Libreville. Pour honorer ces promus, le chef de cette unité, le commandant Dony Cédric Nkori Andjaye, a organisé une cérémonie empreinte de convivialité à leur intention dans les jardins de l'institution municipale, en présence des parents, amis et connaissances des nouveaux galonnés. Reste que les promus doivent être à la hauteur des attentes de leur hiérarchie, pour le bien du service public.

RELIGION : LE GBG VEUT ASSEOIR UNE DYNAMIQUE CONQUÉRANTE



Photo: AN

La salle polyvalente de l'Église de l'Alliance chrétienne du Gabon a récemment abrité le 2e congrès du Groupe biblique du Gabon (GBG) organisé par ses membres. À l'ouverture des assises, le président du conseil d'administration des CBG, le pasteur Paul Abessolo, citant Jean d'Ormesson, a indiqué "qu'il y a quelque chose de plus fort que la mort, c'est la présence des absents dans la mémoire des vivants". Il a saisi cette occasion pour rappeler les objectifs poursuivis par ledit congrès pour asseoir une dynamique conquérante et développer des partenariats avec les autres églises.

Par SNN, AN et JMM

Enseignement supérieur : la Frapes favorable à un dialogue social franc



Photo: Jocelyn Abila

La communication de la Frapes était axée sur le dialogue social.

Rudy HOMBENET ANVINGUI
Libreville/Gabon

LA Force de réflexion et d'action pour l'enseignement supérieur (Frapes) s'est réunie hier à la bibliothèque universitaire de l'Université Omar-Bongo (UOB). Le "Dialogue social" dans l'Enseignement supérieur était au cœur de cette rencontre avec les hommes et femmes des médias. Le milieu universitaire auquel ils appartiennent étant en proie à de nombreuses difficultés.

Charles-Philippe Assembé Ella, représentant de cette plate-forme syndicale, a égrené l'ensemble des maux qui ternissent l'image

de cette institution universitaire et des établissements affiliés. Assainir les conditions de travail, la sécurisation de la carrière de l'enseignant-chercheur, étudier les textes réglementaires dont les 866 et 216, les plus querellés depuis les dernières actualités de ce département. Tous ces points doivent être au cœur d'une discussion franche avec les autorités dudit département, selon les syndicalistes.

Si au nom des membres de la Frapes, il a salué les efforts consentis par la tutelle sur le plan structurel à travers le programme de réhabilitation des bâtiments des universités et écoles publiques, il n'a pas omis de relever

certaines insuffisances qu'il faut gommer.

S'agissant de l'aspect pédagogique, la Frapes a évoqué l'impérieuse "nécessité de revenir à un calendrier académique régulier et homogène. Les années universitaires étant désormais difficilement closes, les enseignants membres de la Frapes invitent la tutelle à examiner ce problème qui a des conséquences sur les résultats des étudiants".

L'aspect sécuritaire n'était pas en reste. Pour le Pr Assembé Ella et les siens, les travaux de construction de la barrière étant en cours, la Frapes a souhaité que les établissements supérieurs soient mieux éclairés.

Autonomisation des femmes migrantes : l'OIM lance son programme d'intégration

Prissilia.M.MOUIITY
Libreville/Gabon

LA sécurité, la protection et l'autonomisation des migrants font, entre autres, partie des obligations de l'Organisation internationale pour la migration (OIM). Ainsi, le 15 février dernier, cette organisation internationale lançait à Libreville son projet "Une approche conjointe de la sécurité humaine pour renforcer la prévention, la protection et l'autonomisation dans la migration mixte vers le Gabon".

C'est un programme d'intégration qui cadre avec ses missions et

dont le but est d'accompagner les réfugiés, les migrants vulnérables et victimes de traite. Ainsi, avec la collaboration du ministère de la Justice, de la Direction générale de la documentation et de l'immigration (DGDI) et de l'ONG Sifos, l'OIM prévoit une série d'actions à l'endroit de vingt femmes migrantes provenant principalement de la Mauritanie, du Congo-Brazzaville, du Cameroun, du Bénin et du Togo dans les villes de Libreville et Port-Gentil.

"Les bénéficiaires recevront non seulement des formations en couture, coiffure et esthétique mais également un accompagnement en termes de matériel ou d'aide

à l'insertion en vue de leur autonomisation", a indiqué Josiane Martins Elingui, chef de bureau OIM.

En pointe sur les questions de migration, l'OIM entend, avec l'aide de ses partenaires de la communauté internationale, relever les défis que pose la gestion des flux migratoires, de promouvoir le développement économique et social à travers les migrations et œuvrer au bien-être des migrants du Gabon.

Pour l'OIM, cette première initiative d'intégration va permettre de sortir les bénéficiaires de la précarité et contribuer à leur épanouissement.